



Projet de statuts de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné à compter du 1^{er} décembre 2022

CHAPITRE 1 : COMPOSITION ET SIEGE

Article 1^{er}

La communauté de communes les Balcons du Dauphiné est composée au 1^{er} janvier 2019 des communes suivantes :

- Annoisin-Chatelans
- Arandon-Passins
- Les Avenières Veyrins-Thuellin
- La Balme les Grottes
- Le Bouchage
- Bouvesse-Quirieu
- Brangues
- Chamagnieu
- Charrette
- Chozéau
- Corbelin
- Courtenay
- Crémieu
- Creys-Mépieu
- Dizimieu
- Frontonas
- Hières sur Amby
- Leyrieu
- Montcarra
- Montalieu-Vercieu
- Moras
- Morestel
- Optevoz
- Panossas
- Parmilieu
- Porcieu-Amblagnieu
- Salagnon
- Sermérieu
- Siccieu Saint Julien et Carisieu
- Soleymieu
- Saint Baudille de la Tour
- Saint Chef
- Saint Hilaire de Brens
- Saint Marcel Bel Accueil
- Saint Romain de Jalionas
- Saint Sorlin de Morestel
- Saint Victor de Morestel
- Trept
- Tignieu Jamezieu

-  Vasselin
-  Vénérieu
-  Vernas
-  Vertrieu
-  Veyssilieu
-  Vézeronce-Curtin
-  Vignieu
-  Villemoirieu

Article 2

Le siège de la communauté de commune est fixé :

100 Allée des Charmilles – 38510 Arandon-Passins

Article 3

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

CHAPITRE 2 : COMPETENCES ET INTERÊT COMMUNAUTAIRE

Article 4

Les compétences de la communauté de communes sont les suivantes :

Les compétences obligatoires (article L5214-16 du CGCT)

1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
2. Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
3. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du code de l'environnement ;
4. Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
5. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;
6. Eau et assainissement.

Les compétences soumises à définition de l'intérêt communautaire (article L.5214-16, II du CGCT)

1. Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
2. Politique du logement et du cadre de vie ;
3. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire ;
4. Action sociale d'intérêt communautaire ;
5. Participation à une convention France Services et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Les compétences facultatives

1. Culture

- Développement de la médiation culturelle et de l'éducation artistique et culturelle (EAC), notamment par la programmation des festivals Isle en scène et du Solstice de Brangues et l'éveil et l'apprentissage musical ;
- Promotion et diffusion de l'offre culturelle du territoire ;
- Développement de l'accès à la lecture publique notamment par la mise en place d'un schéma de lecture publique.

2. Transports scolaires

- Transport des élèves de cycle 2 pour la natation scolaire.

3. Les réseaux et services locaux de communication électroniques au sens de l'article L1425-1 du CGCT.

4. Equipements touristiques

- Actions de communication, de sensibilisation et de promotion des modes de déplacement doux et de l'offre du territoire auprès des habitants du territoire et du grand public ;
- Création, aménagement, entretien et gestion des itinéraires de déplacements doux communautaires ;
- Entretien et gestion des sentiers de randonnée labellisés PDIPR.

5. Incendie et secours

- Participation financière au SDIS ;
- Gestion des logements situés au sein des casernes de pompiers.

6. Les frais de scolarité ainsi que les autres dépenses supportées par les communes d'implantation des aires d'accueil des gens du voyage (hors terrain familial). Ces dépenses doivent avoir un lien étroit avec la présence de l'équipement prescrit dans le schéma départemental en vigueur.

7. Agriculture

- Soutien des actions de préservation, de promotion et de mise en valeur des productions, des pratiques et expérimentations agricoles organisées sur son territoire ;
- Promotion et animation d'un projet stratégique agricole et alimentaire territorial ;
- Soutien des projets en vue de favoriser les reprises, les installations nouvelles et le maintien des installations existantes ;
- Soutien au service de remplacement agricole des exploitations du territoire ;
- Soutien à l'agriculture en matière d'agro-environnement, en lien avec les enjeux du territoire.

8. Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code.

9. Emploi et formation

- Actions en faveur de la création d'emplois, de la formation et de la recherche d'emplois ;
- Accompagnement des structures œuvrant pour l'emploi, la formation et l'insertion sociale.

10. Economie circulaire

- Actions en faveur de la promotion d'une économie responsable et notamment développement de pratiques commerciales innovantes et éthiques, et de l'économie circulaire.

11. Participation au déploiement de services à la population sur le territoire.

CHAPITRE 3 : MISE EN ŒUVRE DES COMPETENCES

Article 5 : Prestation de service

La communauté de communes a la faculté de conclure, avec des tiers non membres, collectivités territoriales, établissement public de coopération intercommunales ou autres, pour des motifs d'intérêt public local à titre de complément du services assurée à titre principal pour les membre de la communauté, des contrats portant notamment sur des prestations de service, dans le conditions prévues notamment à l'article L5211-56 du CGCT.

Article 6 : Fonds de concours

En application de l'article L5214-16-1 du CGCT, afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres.

CHAPITRE 4 : LES INSTANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Article 7

Le conseil communautaire est composé conformément aux articles L5211-6-1 et L5211-6-2 du CGCT et à l'arrêté préfectoral qui en découle.

Les conseillers communautaires sont élus dans les conditions prévues au titre V du livre 1^{er} du code électoral.

Les décisions du conseil communautaires sont prises conformément à la législation en vigueur.

Article 8

Le président est l'organe exécutif de la communauté de communes. Il est soumis aux règles prévues aux articles L5211-9 à L5211-19-2 du CGCT.

Article 9

Les modalités de fonctionnement du bureau communautaire sont régies par les dispositions de l'article L5211-10 du CGCT ;

Les membres du bureau communautaire ne disposent pas de suppléants.

Article 10

En application du CGCT, le règlement intérieur est adopté dans les conditions prévues par les articles L5211-1 et L2121-8. Il fixe en particulier les règles de fonctionnement du conseil communautaire, celles des commissions, les modalités de tenue du débat d'orientation budgétaire, le régime des questions écrites ainsi que des questions orales.